



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-seizième session
Rome, 4-5 septembre 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE FINANCIÈRE

POUR LE

**PROJET DE RELÈVEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
À GAZA ET EN CISJORDANIE**



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|------------|
| TAUX DE CHANGE | iii |
| POIDS ET MESURES | iii |
| SIGLES ET ACRONYMES | iii |
| CARTE DE LA ZONE DU PROJET | iv |
| RÉSUMÉ DU DON | v |
| NOTE DE PRÉSENTATION | vi |
| PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA | 1 |
| A. L'économie, la pauvreté et le secteur agricole | 1 |
| B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA | 2 |
| C. Stratégie du FIDA à Gaza et en Cisjordanie | 3 |
| DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET | 4 |
| A. Zone du projet et groupe cible | 4 |
| B. Objectifs et portée | 4 |
| C. Composantes | 4 |
| D. Coûts et financement | 6 |
| E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes | 8 |
| F. Organisation et gestion | 8 |
| G. Justification économique | 10 |
| H. Risques | 11 |
| I. Impact sur l'environnement | 11 |
| J. Aspects novateurs | 11 |
| TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET RECOMMANDATION | 12 |



APPENDICES

| | | |
|--------------|---|-----------|
| I. | COUNTRY DATA | 1 |
| | (DONNÉES SUR LE PAYS) | |
| II. | PREVIOUS IFAD FINANCING | 2 |
| | (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA) | |
| III. | RDP-I PERFORMANCE AND IMPACT INDICATORS | 3 |
| | (PERFORMANCE ET INDICATEURS D'IMPACT RDP-I) | |
| IV. | PROJECT TARGETING | 6 |
| | (CIBLAGE DU PROJET) | |
| V. | LOGICAL FRAMEWORK | 7 |
| | (CADRE LOGIQUE) | |
| VI. | QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS | 11 |
| | (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET) | |
| VII. | SUMMARY COST AND FINANCING TABLES | 12 |
| | (TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES COÛTS ET DU FINANCEMENT) | |
| VIII. | ORGANIZATION AND MANAGEMENT | 13 |
| | (ORGANISATION ET GESTION) | |
| IX. | FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS | 19 |
| | (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE) | |



TAUX DE CHANGE

| | | |
|-------------------|---|---|
| Unités monétaires | = | Nouveau shekel israélien (ILS) Dinar jordanien (JOD) |
| 1,00 USD | = | 4,8 ILS |
| 1,00 ILS | = | 0,208 USD |
| 1,00 USD | = | 0,7 JOD |
| 1,00 JOD | = | 1,4 USD |

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|----------|---|
| AAOID | Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles |
| AEC | Association d'épargne et de crédit |
| ANERA | American Near East Refugee Aid (organisation américaine d'aide aux réfugiés du Proche-Orient) |
| CSE | Centre de services aux entreprises |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PARC | Palestinian Agricultural Relief Committees |
| RDP – I | Programme d'aide et de développement pour Gaza et Jéricho |
| RDP – II | Projet de relèvement et de développement à Gaza et en Cisjordanie |
| AEC | Association d'épargne et de crédit |
| PME | Petite et moyenne entreprise |

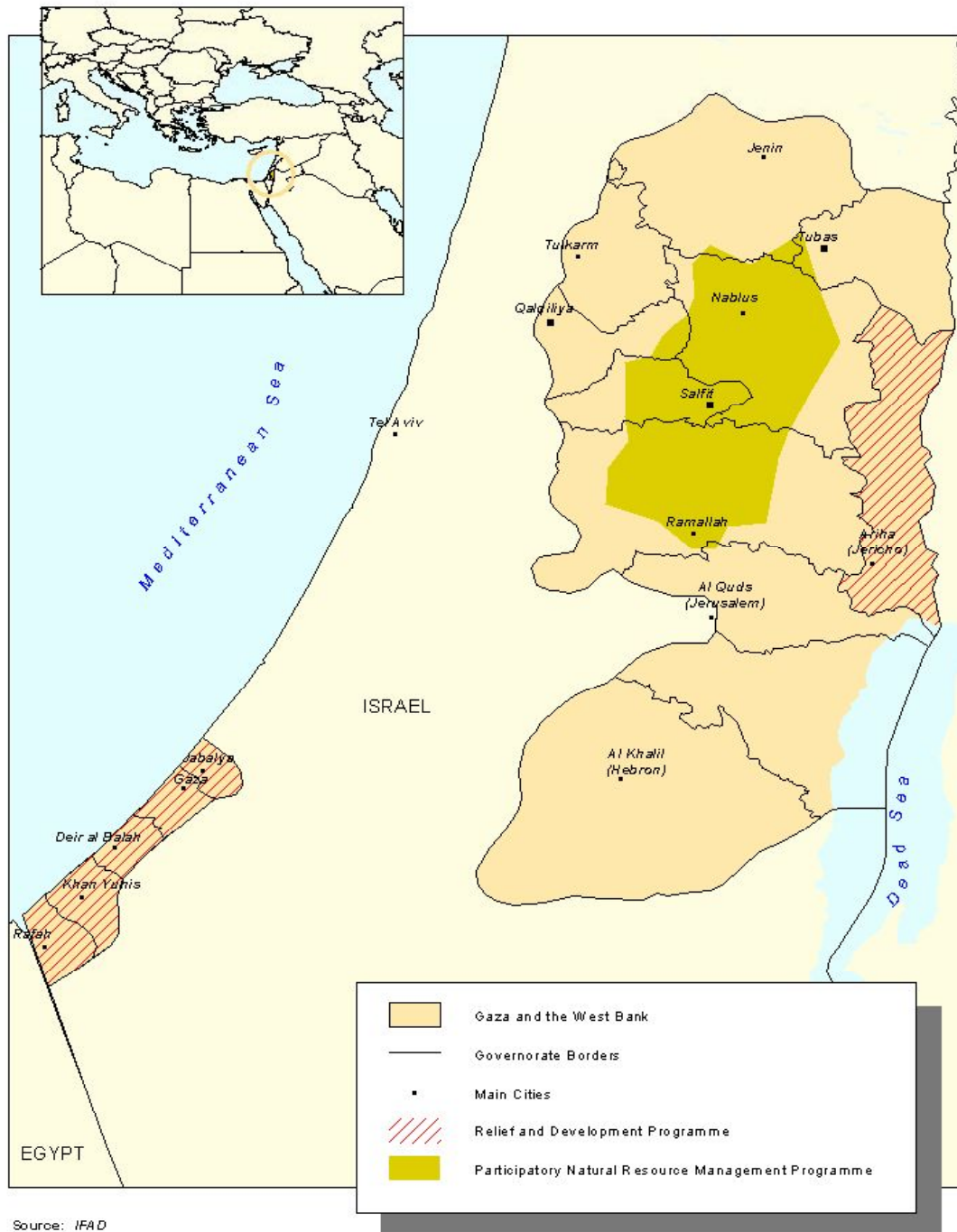
GAZA ET CISJORDANIE

Année budgétaire

1^{er} avril - 31 mars



CARTE DE LA ZONE DU PROJET



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

PROJET DE RELÈVEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT À GAZA ET EN CISJORDANIE

RÉSUMÉ DU DON

| | |
|---|--|
| INSTITUTION INITIATRICE: | FIDA |
| ORGANISME D'EXÉCUTION: | American Near East Refugee Aid (ANERA) |
| COÛT TOTAL DU PROJET: | 10,0 millions de USD |
| MONTANT DU DON DU FIDA: | 3,0 millions de USD |
| COFINANCEURS: | Fonds pour couverture de risque au titre du Programme d'aide et de développement pour la bande de Gaza et Jéricho (RDP-I) Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAID) Autres cofinanceurs (à identifier) |
| MONTANT DU COFINANCEMENT: | Fonds pour couverture de risque au titre du RDP-I: 400 000 USD AAAID: 500 000 USD 4,6 millions de USD (à déterminer) |
| CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES: | 1,5 million de USD |
| INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE: | FIDA |
| INSTITUTION COOPÉRANTE: | Supervisé par le FIDA |

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Il est difficile d'évaluer le nombre exact de ménages qui bénéficieront du projet du fait que certains seront associés à plus d'une activité. On sait toutefois qu'environ 5 000 ménages bénéficieront des infrastructures communautaires et que 3 000 ménages dirigés par une femme bénéficieront des activités des associations d'épargne et de crédit (AEC). Le développement des petites et moyennes entreprises (PME) offrira des emplois à quelque 200 personnes et bénéficiera à nombre de petits exploitants qui deviendront des fournisseurs de produits agricoles et des destinataires d'intrants. En outre, la composante infrastructures communautaires créera environ 40 000 journées/homme de travail. Ainsi, le nombre total de ménages bénéficiant directement du projet sera d'environ 8 200.

Pourquoi sont-ils pauvres? A Gaza et en Cisjordanie, la pauvreté a progressé de 45 à 66% (selon diverses estimations), les conditions de vie se sont dégradées et le chômage a plus que triplé au cours des 20 mois qui ont suivi le début de l'*intifada*, en septembre 2000. La politique de bouclage d'Israël a restreint la mobilité, réduit l'accès à l'emploi, aux services et aux marchés, et isolé les communautés. Le décès, la détention ou le chômage des hommes qui étaient le gagne-pain de la famille ont obligé les femmes à assumer une plus grande part de responsabilité pour nourrir leur famille. Dans le même temps, les femmes sont pénalisées par le bouclage qui limite leur accès à l'infrastructure sociale, notamment aux services de santé et de maternité ainsi qu'à l'approvisionnement en eau. À plus long terme, dans la perspective d'une disparition permanente d'une bonne partie des emplois de travailleurs journaliers en Israël, les familles seront contraintes de trouver d'autres moyens de subsistance à Gaza et en Cisjordanie. De plus, les Palestiniens ne maîtrisent guère certains facteurs indispensables à la production comme l'accès à l'eau, à la terre et aux marchés.

Que fera le projet pour eux? Le projet a pour objectif général d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des communautés rurales, et spécialement des femmes. Pour ce faire, il s'efforcera de répondre aux besoins immédiats du groupe cible tout en contribuant à sa promotion à plus long terme. À cette fin: a) il rétablira l'accès à l'infrastructure physico-sociale et aux services essentiels en remettant en état et en développant les équipements; b) il offrira des revenus immédiats par la création d'emplois liés aux travaux sur l'infrastructure; et c) il favorisera l'accès des groupes cibles aux ressources nécessaires pour améliorer leurs possibilités de gain.

Comment participeront-ils au projet? Comme ce fut le cas de son prédécesseur, le Programme d'aide et de développement pour la bande de Gaza et Jéricho (RDP-I), et avec le concours de deux organisations non gouvernementales (ONG) sous contrat – American Near East Refugee Aid (ANERA) et Palestinian Agriculture Relief Committees (PARC) –, le projet sera réalisé selon une démarche souple et participative, spécialement en raison du caractère imprévisible de la situation à Gaza et en Cisjordanie. Les partenaires d'exécution et les communautés choisies s'occuperont des détails des différentes interventions envisagées, inscrivant les propositions détaillées dans les plans de travail et budgets annuels. Des ateliers annuels de parties prenantes ayant pour objet d'examiner la progression et la performance serviront de mécanisme pour ajuster et améliorer la conception et l'exécution du projet.

Envergure du projet et cofinancement. Le coût total de ce projet de trois ans est estimé à 10,0 millions de USD environ, dont 38% en devises. L'assistance du FIDA revêtira la forme d'un don d'approximativement 3,0 millions de USD. Des entretiens préliminaires ont eu lieu avec l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAID) qui a décidé d'accorder 500 000 USD pour le crédit en faveur du développement des PME. La contribution des bénéficiaires en espèces et en nature représentera 1,5 million de USD. Un crédit initial destiné aux AEC sera financé par le transfert de 400 000 USD provenant du fonds pour couverture de risque du RDP-I. On mobilisera un cofinancement sous forme de don auprès de bailleurs de fonds bilatéraux (et multilatéraux) pour couvrir le solde de 4,6 millions de USD.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION
D'ASSISTANCE FINANCIÈRE**

**POUR LE
PROJET DE RELÈVEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT À GAZA ET EN CISJORDANIE**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière pour le projet de relèvement et de développement à Gaza et en Cisjordanie (RDP-II) comprenant un don d'environ 3,0 millions de USD qui sera alloué sur une période de trois ans à raison de 500 000 USD pour 2002 et 1,25 million de USD pour 2003 et 2004 respectivement. Ce projet sera supervisé par le FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie, la pauvreté et le secteur agricole

La crise actuelle

1. La population palestinienne vivant à Gaza et en Cisjordanie a vu sa situation économique se dégrader rapidement et de façon catastrophique depuis le durcissement de la politique de bouclage, après le début de l'*intifada*, ou soulèvement, en septembre 2000. Les niveaux de vie ont fortement baissé et l'incidence de la pauvreté augmente rapidement. Depuis septembre 2000, de 75 000 à 80 000 Palestiniens ont perdu leur travail en Israël et dans les colonies, tandis que 60 000 autres emplois ont disparu à Gaza et en Cisjordanie suite à l'effondrement de la demande. Les incursions militaires fréquentes depuis le dernier trimestre de 2000 ont gravement endommagé l'infrastructure socio-économique publique et privée. Les bouclages internes ont divisé Gaza et la Cisjordanie en 54 zones isolées, coupant les agriculteurs de leurs marchés dans les villes voisines et modifiant le champ d'activité géographique des entreprises palestiniennes. Il en est résulté un fléchissement de la production ou la fermeture complète d'entreprises entraînant le licenciement de travailleurs. Comme entre temps plus de 100 000 jeunes sont venus grossir la population en âge de travailler depuis le début de l'*intifada*, le chômage a grimpé, passant de 10% de la force de travail palestinienne en septembre 2000 à 25-35% en mars 2002. Le revenu moyen par habitant est aujourd'hui inférieur de 30% à ce qu'il était en 1994.

2. La proportion de la population palestinienne qui vit au-dessous du seuil de pauvreté (laquelle était en diminution à la fin des années 90) est passée de 23% en 1998 à 45-66% (selon diverses estimations) en mars 2002 et représente aujourd'hui 58% de la population en Cisjordanie et 85% à Gaza. Près de la moitié des ménages palestiniens ont perdu plus de 50% de leurs revenus habituels au cours des six derniers mois. Les ménages dirigés par une femme représentent 11% des foyers pauvres. Environ 30% des familles ayant à leur tête une femme vivent sous le seuil de pauvreté, contre 22% des ménages dirigés par un homme. Les stratégies actuelles de réduction de la pauvreté sont axées sur la création d'emplois et l'aide sociale aux plus vulnérables. Faute de ressources, le volume de l'assistance est insuffisant pour permettre de sortir de la grande pauvreté. Les programmes d'assistance sociale sont gérés par le Ministère des affaires sociales de l'Autorité palestinienne et par

¹ On trouvera de plus amples informations à l'appendice I.



l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA) qui s'occupe de la population réfugiée. La famille et les réseaux de parenté restent le pilier du soutien social aux ménages palestiniens. Les stratégies d'adaptation des Palestiniens, comme les ponctions sur l'épargne, la réduction des dépenses à l'indispensable, la consommation d'aliments de moindre prix et de moindre qualité, ne sont pas viables et atteignent déjà leurs limites. La diminution de la ration alimentaire d'une large part de la population fait craindre l'imminence de la malnutrition.

3. Comme Israël recourt de plus en plus à la main-d'œuvre étrangère venue d'Asie et d'Europe orientale, les perspectives d'emploi pour les Palestiniens en Israël se sont amenuisées au point d'être quasiment inexistantes. En l'absence de réformes structurelles, les chances de voir la pauvreté reculer à long terme à Gaza et en Cisjordanie sont limitées. Comme elle est étroitement liée à la situation du chef de famille en matière d'emploi et à la nature de cet emploi, les nouveaux pauvres dans la crise actuelle sont ceux qui ont perdu leur emploi salarié. En outre, la pauvreté latente dans le secteur agricole est considérable, du fait que les conséquences des récentes incursions ne se sont pas encore pleinement manifestées. La pauvreté se concentre pour une bonne part dans les zones périurbaines où culture et élevage sont pratiqués sur de petites parcelles cernées par l'expansion urbaine.

4. Le déclin du **secteur agricole** a été aggravé par les restrictions sur la circulation des personnes et des marchandises. Les restrictions israéliennes ont empêché les cultivateurs palestiniens de développer l'agriculture d'exportation en dépit de l'avantage que leur procure le bas niveau des salaires dans les secteurs à fort coefficient de main-d'œuvre comme l'horticulture. En partie sous l'effet des bouclages, ce secteur a reculé de 70%. En outre, les pertes totales résultant des incursions, au cours desquelles des cultures ont été détruites, des arbres fruitiers ont été arrachés et brûlés, et des terres agricoles ont été ravagées, sont estimées à 520 millions de USD. Comme l'accès aux marchés est fortement restreint, les perspectives de développement de l'agriculture sont maintenant centrées sur l'autosuffisance des communautés et le remplacement des importations, en privilégiant la petite production traditionnelle destinée à satisfaire les besoins de la communauté.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA²

5. La première assistance du FIDA à Gaza et la Cisjordanie est intervenue dès la signature de l'accord de paix historique de 1993 sous forme du programme d'aide et de développement pour la bande de Gaza et Jéricho (RDP-I). Ce programme a adopté une structure de mise en œuvre unique dans laquelle chacune des diverses composantes était réalisée par différentes organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales, par des coopératives et par le secteur privé, dont la Banque arabe, principale banque commerciale de la région, sous la coordination globale de l'American Near East Refugee Aid (ANERA), une ONG internationale. ANERA a conclu des accords de coopération avec les divers organismes partenaires d'exécution.

6. À côté d'un don de 3,0 millions de USD du FIDA, on a mobilisé en cours d'exécution un montant supplémentaire de 7,0 millions de USD (compte non tenu de la contribution des bénéficiaires et des intérêts perçus). Les principaux cofinanceurs du RDP-I étaient la Belgique (3,5 millions de USD), le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) (1,0 million de USD), l'Italie (1,0 million de USD), la Banque arabe (750 000 USD) et le Japon (400 000 USD). Près de 96% des fonds ont été décaissés et les principaux objectifs ont été pleinement atteints.

7. Le RDP-I a instauré divers éléments clés sur lesquels on peut s'appuyer pour mettre en œuvre le présent projet, qui est considéré comme la deuxième phase du RDP-I:

² On trouvera de plus amples informations aux appendices II et III.



- a) **Planification participative.** Le point fort du RDP-I tient au fait qu'il a été conçu comme un cadre dont les composantes ont été élaborées et mises en œuvre avec la participation des bénéficiaires. Il en est résulté une véritable appropriation des activités du programme et la garantie qu'elles continuaient de répondre aux besoins des communautés rurales;
- b) **Souplesse.** On a constaté que la souplesse ménagée lors de la conception du programme était un atout majeur du RDP-I et un facteur essentiel de son succès;
- c) **Bonne coordination.** Les ateliers organisés régulièrement, qui réunissaient toutes les parties prenantes, y compris les bénéficiaires, afin d'examiner et de planifier les activités du programme, ont créé de solides liens et un sentiment de confiance entre les participants et ont assuré une bonne coordination entre les partenaires d'exécution;
- d) **Décentralisation.** La décentralisation de la prise de décision, rendant chaque partenaire d'exécution responsable de son propre programme, a contribué à la mise en œuvre harmonieuse des activités du programme;
- e) **Mouvements de fonds.** Un mécanisme simplifié de régulation des mouvements de fonds, étayé par des procédures de soumission régulière de rapports et de vérification comptable rigoureuse, a facilité l'exécution du programme tout en assurant une discipline financière satisfaisante et en renforçant la crédibilité des partenaires d'exécution.

8. Cette expérience a mis en place des fondements solides sur lesquels le FIDA peut s'appuyer pour renouveler son assistance à Gaza et la Cisjordanie. Maintenant qu'il a édifié ces partenariats et élaboré puis testé ces procédures dans le cadre du RDP-I, le Fonds est désormais en mesure d'intervenir rapidement en apportant une nouvelle assistance à cette région.

C. Stratégie du FIDA à Gaza et en Cisjordanie

9. La stratégie adoptée par le FIDA pour contribuer au développement à long terme de Gaza et de la Cisjordanie vise à s'attaquer aux principaux obstacles au développement de l'agriculture dans la zone en mettant l'accent sur la gestion des ressources naturelles et sur l'exploitation équitable des ressources collectives. La mise en place de systèmes durables d'octroi de crédit rural pour l'agriculture, l'établissement de services appropriés de commercialisation et de vulgarisation et l'amélioration de l'équité entre les sexes occupent également une place centrale dans la stratégie. La crise actuelle et l'incertitude qui entoure l'avenir ont cependant modifié clairement la conjoncture du développement. À l'heure actuelle, il faut surtout une intervention qui réponde aux besoins immédiats de la population palestinienne sans pour autant négliger ces grands axes de développement. Une telle approche implique que le projet soit conçu de manière à pouvoir évoluer en fonction de la situation politique à Gaza et en Cisjordanie. Pour ce faire, il faut intégrer un élément de souplesse qui permette de rééquilibrer les composantes en cours d'exécution du projet selon l'évolution de la situation.

10. C'est la raison pour laquelle l'assistance proposée du FIDA repose sur les activités visant au développement réalisées dans le cadre du RDP-I mais ajoute une composante pour le relèvement et l'amélioration de l'infrastructure communautaire physique et sociale afin de répondre aux besoins immédiats de la population. Si les frontières restent fermées, on privilégiera donc davantage la mise en place d'une infrastructure communautaire, ce qui aura un double avantage: en effet, en restaurant le fonctionnement de l'infrastructure sociale et physique, on améliorera le quotidien d'un grand nombre de personnes tout en créant des emplois et des revenus. Par contre, si les frontières s'ouvrent et que le contexte devient ainsi plus propice au développement, on mettra davantage l'accent sur le crédit et d'autres services de soutien au développement de l'agriculture et de l'entreprise. De la sorte, le projet peut concilier des mesures à court terme adaptées à la crise actuelle avec les impératifs d'un programme de développement à plus long terme.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible³

11. Les activités du projet seront mises en œuvre dans les villages pauvres sélectionnés sur l'ensemble des zones rurales de Gaza et de la Cisjordanie. Avec le transfert graduel de terres aux Palestiniens depuis la Déclaration de principes de 1993 sur des arrangements intérimaires d'autonomie, résultant du processus de paix d'Oslo, Gaza et la Cisjordanie comptent maintenant quelque 684 localités dispersées. En Cisjordanie, le territoire sous le contrôle de l'Autorité palestinienne est morcelé par des colonies israéliennes et par des routes et des terres sous contrôle israélien. Les localités palestiniennes sont séparées des localités israéliennes par des barrières physiques, des points de contrôle et des clôtures le long des routes et autour des communautés. La zone sous le contrôle autonome de l'Autorité palestinienne représente environ 18% du territoire de la Cisjordanie tandis qu'une autre portion de 23% est placée sous le contrôle civil des Palestiniens mais sous le contrôle de sécurité des Israéliens. Les 59% restants sont entièrement sous contrôle israélien. Près de 60% de Gaza est sous administration autonome palestinienne.

12. Pendant l'*intifada*, les femmes ont, à bien des égards, souffert plus que les hommes des bouclages et de la crise économique qu'ils ont provoquée. Avec maris et fils tués, détenus ou contraints au chômage, les femmes ont dû assumer pour une lourde part la survie de la famille, ce qui revenait à s'impliquer davantage dans des activités génératrices de revenus. C'est pourquoi les femmes pauvres et tout particulièrement les ménages dirigés et gérés par une femme constitueront le groupe cible principal du projet. D'autres groupes cibles comprendront les ménages de petits paysans, les métayers et les chefs de famille sans travail. Le ciblage commencera par le recensement des villages pauvres, compte tenu de divers critères de pauvreté et du fait qu'ils soient couverts ou non par d'autres programmes.

B. Objectifs et portée⁴

13. L'objectif général du projet est d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des communautés rurales palestiniennes en répondant à leurs besoins immédiats tout en contribuant aussi à leur développement à plus long terme. Il est prévu à cet effet de: a) rétablir l'accès aux infrastructures sociales et physiques et aux services essentiels par leur remise en état et leur expansion; b) assurer des revenus immédiats par la création d'emplois dans le relèvement et l'expansion de l'infrastructure; et c) améliorer les chances du groupe cible d'accéder aux ressources nécessaires pour élargir le champ de ses activités rémunératrices.

C. Composantes⁵

14. Les investissements du projet seront structurés autour de cinq grandes composantes.

15. **Infrastructure communautaire.** Cette composante visera à donner du travail tout en répondant aux besoins urgents d'équipement recensés par la communauté dans le cadre d'un processus consultatif. On privilégiera l'infrastructure physico-sociale jugée importante pour les femmes et qui joue un rôle déterminant dans leur participation aux activités économiques, comme l'approvisionnement en eau, les jardins d'enfants et les routes d'accès aux marchés. Le projet financera notamment la réfection des infrastructures endommagées et l'agrandissement des installations, le rétablissement de l'accès aux services essentiels rendus inutilisables par les bouclages en établissant des structures plus proches, dans le village, comme l'adjonction d'unités de maternité

³ On trouvera de plus amples informations à l'appendice IV.

⁴ On trouvera de plus amples informations à l'appendice V.

⁵ On trouvera de plus amples informations à l'appendice VI.



aux dispensaires villageois et la construction de salles de classe supplémentaires pour les études post-primaires, en particulier pour les filles. La préférence ira aux microprojets qui peuvent être réalisés par la communauté et aux méthodes à fort coefficient de main-d'œuvre afin de créer le maximum d'emplois.

16. **Soutien aux moyens de subsistance des femmes.** Par cette composante, le projet aidera à consolider et étoffer les associations d'épargne et de crédit (AEC) des femmes afin d'offrir à celles-ci l'accès au crédit et à d'autres services pour qu'elles puissent mettre sur pied ou agrandir leur entreprise, ce qui peut, entre autres, aider la famille à retrouver des moyens de subsistance lorsque les hommes ont perdu leur gagne-pain. Pour que les AEC disposent de ressources suffisantes à rétrocéder à leurs membres, elles auront accès à deux types de prêts: en premier lieu, ceux accordés sans intérêt par le projet, et en second lieu, ceux octroyés à des conditions commerciales par le biais d'une banque commerciale pour les prêts en gros. D'autres services complémentaires porteront sur les conseils en développement de l'entreprise ainsi que sur la formation à l'entrepreneuriat et le perfectionnement des compétences, qui seront dispensés par les centres de services aux entreprises (CSE) créés pour les femmes dans le cadre du RDP-I. Pour assurer leur pérennité, le projet s'attachera à transformer les AEC en une entité autonome, sous forme d'union ou de fédération, capable de promouvoir et de former de nouveaux groupes et d'offrir des services d'audit et autres soutiens aux groupes existants. Il aidera aussi les CSE des femmes à élargir l'éventail de leurs activités pour répondre aux besoins créés par la crise actuelle et en particulier à l'inquiétude des femmes qui redoutent de voir leurs enfants impliqués dans le conflit s'ils restent désœuvrés, sans surveillance et à la rue. Le projet formera notamment les femmes à la planification et à la gestion d'activités nouvelles et leur fournira l'équipement de base .

17. **Développement agricole.** Le projet ouvrira l'accès au crédit et à d'autres services de soutien aux petits paysans, aux pêcheurs et à leurs femmes ainsi qu'aux exploitants d'entreprises non agricoles. Il encouragera aussi la création de petites et moyennes entreprises (PME) complémentaires, en particulier celles liées à l'amélioration des moyens de manutention, de transformation et de commercialisation, qui peuvent contribuer à faciliter l'accès aux marchés des produits des petits paysans. Avec les difficultés d'accès aux marchés imposées par les bouclages, il est probable que dans l'immédiat la demande de crédit pour le développement agricole concernera les activités traditionnelles de faible envergure, en particulier la production animale, pour satisfaire les besoins de base du marché de proximité. D'autres services de soutien s'attacheront à améliorer la technologie des cultures, de l'horticulture et de l'élevage, à former les agriculteurs aux techniques nouvelles et à dispenser des conseils en développement des entreprises et en entrepreneuriat à ceux qui voudraient investir dans les PME.

18. **Fonds pour les initiatives de développement.** Cette composante offrira la possibilité d'orienter le financement d'autres donateurs vers les composantes essentielles du projet ou vers d'autres activités (récupération de l'eau des toits à usage domestique, par exemple) qui pourraient être très utiles dans le contexte actuel mais n'ont pu être incluses dans le projet faute de ressources.

19. **La gestion du projet** sera assurée par ANERA et PARC. ANERA sera chargée de la coordination globale du décaissement des fonds, des comptes rendus et du suivi et sera le seul intermédiaire entre le FIDA et les autres donateurs. ANERA et PARC se partageront la responsabilité de l'exécution des activités du projet en fonction de leurs compétences respectives. L'exécution sera harmonisée par un comité conjoint de gestion qui se réunira une fois par mois.

D. Coûts et financement⁶

20. Le coût total de ce projet de trois ans est estimé à 10,0 millions de USD au minimum mais pourrait augmenter en cas d'apport supplémentaire de la part des donateurs. La part en devises représente 40% environ du coût. Le coût de base total se chiffre à 9,7 millions de USD, tandis que les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers sont évaluées à 37 600 USD et 268 200 USD, respectivement. Le coût des investissements représente 85% du coût de base. Sur le montant de 1,4 million de USD correspondant aux dépenses renouvelables, 72 000 USD représentent les coûts marginaux liés à l'entretien par les communautés des installations refaites ou agrandies.

21. Le don du FIDA proposé, d'un montant de près de 3,0 millions de USD, financera quelque 30% des coûts totaux du projet. Les bénéficiaires apporteront 1,5 million de USD en espèces et en nature. Le crédit initial alloué aux AEC sera financé par le transfert de 400 000 USD prélevés sur le compte du fonds pour couverture de risque du RDP-I. D'autres donateurs bilatéraux ou multilatéraux apporteront le solde de 5,5 millions de USD. L'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAID) a accepté de contribuer à ce montant à hauteur de 500 000 USD pour la ligne de crédit aux PME.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

| Composantes | Monnaie locale | Devises | Total | % en devises | % des coûts de base |
|--|----------------|----------------|-----------------|--------------|---------------------|
| Infrastructure communautaire | 1 575,0 | 1 467,0 | 3 042,0 | 48 | 31 |
| Soutien aux moyens de subsistance des femmes | 2 494,8 | 464,0 | 2 958,8 | 16 | 30 |
| Développement agricole | 846,0 | 1 564,0 | 2 410,0 | 65 | 25 |
| Fonds pour les initiatives de développement | 200,0 | 200,0 | 400,0 | | 4 |
| Gestion du projet | 637,4 | 273,2 | 910,5 | 30 | 9 |
| Total des coûts de base | 5 753,2 | 3 968,1 | 9 721,3 | 39 | 99 |
| Provision pour aléas d'exécution | 33,8 | 3,8 | 37,6 | 10 | |
| Provisions pour aléas financiers | 181,1 | 87,1 | 268,2 | 32 | 3 |
| Total des coûts du projet | 5 968,1 | 4 058,9 | 10 027,1 | 38 | 103,0 |

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⁶ On trouvera de plus amples informations à l'appendice VII.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

| Composantes | FIDA | | AAAID | | Autres donateurs | | Bénéficiaires | | Fonds pour couverture de risque | | Total | | Devises | Monnaie locale (Hors taxes) | Droits et taxes |
|--|----------------|-------------|--------------|------------|------------------|-------------|----------------|-------------|---------------------------------|------------|-----------------|--------------|----------------|-----------------------------|-----------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | | | |
| Infrastructure communautaire | 1 271,9 | 39,9 | - | - | 1 271,9 | 39,9 | 641,8 | 20,1 | - | - | 3 185,6 | 31,8 | 1 536,3 | 1 649,4 | - |
| Soutien aux moyens de subsistance des femmes | 1 055,4 | 34,0 | - | - | 762,2 | 24,5 | 887,2 | 28,6 | 400,0 | 12,9 | 3 104,8 | 31,0 | 479,0 | 2 625,7 | - |
| Développement agricole | 170,4 | 7,0 | 500,0 | 21,0 | 1 755,7 | 72,5 | - | - | - | - | 2 426,1 | 24,2 | 1 570,4 | 855,7 | - |
| Fonds pour les initiatives de développement | - | - | - | - | 400,0 | 100,0 | - | - | - | - | 400,0 | 4,0 | 200,0 | 200,0 | - |
| Gestion du projet | 455,3 | 50,0 | - | - | 455,3 | 50,0 | - | - | - | - | 910,5 | 9,1 | 273,2 | 637,4 | - |
| Total des décaissements | 2 953,0 | 29,5 | 500,0 | 5,0 | 4 645,0 | 46,0 | 1 529,0 | 15,2 | 400,0 | 4,0 | 10 027,1 | 100,0 | 4 058,9 | 5 968,1 | - |

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

22. Les marchés seront passés conformément aux directives du FIDA pour les articles financés par le don du FIDA. Les achats d'équipement, de matériel et de véhicules seront organisés directement par ANERA et seront autant que possible groupés en lots de manière à obtenir des prix plus avantageux. Les partenaires d'exécution (PARC et Ministère de l'agriculture, par exemple) passeront les marchés de biens et services pour leur propre compte, conformément aux directives du FIDA.

23. Les travaux de génie civil entrepris par le projet seront de faible ampleur et ne dépasseront pas la valeur de 100 000 USD. Seuls les entrepreneurs locaux, choisis par voie d'appel à la concurrence locale, seront habilités à réaliser les aménagements confiés aux entreprises. Les achats de matériel destiné aux travaux réalisés par les communautés se feront auprès de fournisseurs à l'échelon national, sur la base si possible de trois devis ou d'une liste de prix provenant de trois sources différentes. La location d'équipement, de services de transport et d'autres services se fera par simple appel à la concurrence locale pour les contrats d'un montant égal ou inférieur à 5 000 USD. Les marchés concernant la main-œuvre spécialisée seront passés par entente directe. Les contrats de services à fournir par des consultants recrutés sur le plan local ou sur le plan international seront conclus à des conditions donnant satisfaction au FIDA.

24. Le don du FIDA sera décaissé sur une période de trois ans. Pour que le projet puisse être mis en œuvre rapidement, toutes les composantes seront entièrement financées à l'aide du don du FIDA dans un premier temps, la contribution des autres donateurs au financement étant ensuite ajustée en fonction de leurs engagements. Une partie du produit du don du FIDA sera mise à la disposition de ANERA au moyen d'un compte spécial qui servira à préfinancer une partie des dépenses admissibles. Ce compte spécial sera ouvert auprès d'une banque qualifiée pratiquant les opérations en devises et agréée par le FIDA. Étant donné qu'il faudra couvrir dans un premier temps toutes les dépenses du projet, l'allocation autorisée du compte spécial sera de 1,2 million de USD au maximum (sous-réserve de la disponibilité des fonds), soit l'équivalent de la moyenne des décaissements prévus sur une période de six mois pendant la durée du projet. Les décaissements des fonds du FIDA sur le compte spécial se feront sur présentation d'états des dépenses certifiés.

25. ANERA tiendra une comptabilité en partie double et des états financiers distincts pour chaque source de financement. Les organisations partenaires d'exécution tiendront chacune des comptes distincts pour les dépenses afférentes à leurs activités respectives réalisées à l'aide d'un financement du projet. Les états financiers seront soumis à ANERA, qui sera chargée d'établir des états trimestriels récapitulatifs des comptes du projet qu'elle transmettra au FIDA et aux cofinanceurs. Les comptes des partenaires d'exécution seront vérifiés tous les six mois par des commissaires aux comptes de ANERA et tous les comptes du projet seront vérifiés chaque année par un cabinet d'audit externe ayant l'agrément du FIDA. ANERA présentera les états financiers annuels aux fins de vérification dans deux mois suivant la clôture de chaque exercice financier. Des copies certifiées des états financiers vérifiés seront remises au FIDA conformément aux dispositions de l'accord de coopération du projet.

F. Organisation et gestion⁷

26. S'appuyant sur les procédures mises en place avec succès dans le cadre du RDP-I, l'exécution des différentes composantes et activités sera assurée par des ONG, principalement ANERA et PARC, en vertu d'un accord conjoint de collaboration. Les autres partenaires d'exécution du secteur public ou privé ou du secteur des ONG seront engagés par contrat par ANERA pour des tâches spécifiques. ANERA sera chargée par contrat de superviser et coordonner l'exécution globale du projet; elle sera

⁷ On trouvera de plus amples informations à l'appendice VIII.



responsable de la gestion des fonds, du suivi et de l'établissement des rapports et sera l'unique intermédiaire entre le FIDA et les autres donateurs.

27. Le FIDA conclura un accord de coopération avec ANERA et PARC. La répartition des responsabilités entre ANERA et PARC dans l'exécution des diverses composantes sera précisée au tout début, en fonction de leurs atouts respectifs. L'attribution finale des tâches sera déterminée chaque année d'après le plan de travail et budget annuel convenu.

28. Le projet sera mis en œuvre sous la gouverne d'un comité de pilotage composé de représentants du FIDA et des autres donateurs, l'Autorité palestinienne étant représentée par le Ministère de l'agriculture, et de toutes les autres organisations partenaires d'exécution. Le comité donnera des orientations au sujet des questions de politique générale et de stratégie et facilitera la réalisation du projet. Il approuvera aussi formellement les plans de travail et budgets annuels composites du projet, et recevra par la suite les rapports y relatifs. ANERA et PARC établiront un comité de gestion conjoint composé de hauts représentants de leurs organisations respectives. Ce comité se réunira tous les mois pour coordonner les activités du projet. Tant ANERA que PARC ont créé des structures de gestion décentralisée en déléguant certaines responsabilités et en renforçant les capacités de leurs bureaux régionaux à Gaza et en Cisjordanie. La mise en œuvre harmonieuse du projet en sera ainsi facilitée en dépit des restrictions imposées aux déplacements dans la zone. Chacun des partenaires d'exécution sera chargé d'exécuter de façon indépendante les activités qui lui auront été confiées. Des ateliers d'examen et de planification seront organisés chaque année avec tous les partenaires d'exécution du projet et les bénéficiaires, procédure qui s'est avérée efficace dans la mise en œuvre du RDP-I. Les ateliers seront centrés sur l'examen de la performance, l'intégration d'améliorations dans la mise en œuvre du projet et l'établissement du programme de travail de l'année à venir. Les détails des différentes interventions du projet seront arrêtés lors d'un processus participatif réunissant le partenaire d'exécution et les bénéficiaires.

29. La composante infrastructure communautaire sera mise en œuvre en partenariat avec une entité publique de la communauté locale (conseil villageois, par exemple) ou une organisation de la société civile, qui sera responsable du fonctionnement et de l'entretien de l'installation et de la mobilisation des contributions auprès de la communauté. Les besoins prioritaires de la communauté seront définis lors d'une évaluation participative des besoins menée avec la communauté tout entière, pour laquelle on aura prévu un comité distinct ou des sous comités pour les membres féminins de la communauté qui s'occuperont le cas échéant des besoins des femmes dans la communauté. Le plan d'infrastructure retenu sera autant que possible réalisé par la communauté, les entrepreneurs locaux n'intervenant que pour les travaux que la communauté n'est pas capable d'exécuter elle-même.

30. PARC aura pour mission de consolider et d'élargir le réseau des AEC féminines qui a déjà été établi avec l'aide d'un don du programme de coopération élargie FIDA/ONG. Pour assurer la pérennité, le projet encouragera les AEC à constituer une fédération ou une association capable de promouvoir et de créer de nouvelles AEC et d'offrir des services essentiels comme la vérification des comptes des AEC. Un accord de jumelage sera conclu avec une institution internationale de microfinancement expérimentée qui donnera des conseils professionnels sur l'établissement des AEC.

31. Le crédit aux petits paysans et aux PME sera octroyé par l'intermédiaire de la Banque arabe et d'autres institutions financières intéressées offrant des conditions qui soutiennent la concurrence. La cellule de crédit rural créée au sein de la Banque arabe dans le cadre du RDP-I sera chargée de l'instruction et de la gestion des demandes de prêt présentées par les petits paysans, les pêcheurs et leurs femmes ainsi que par les entrepreneurs potentiels. Les demandes seront examinées avec grand soin et l'on fera appel à des spécialistes de l'extérieur pour l'étude des prêts plus importants en faveur d'entreprises agro-alimentaires plus complexes, en procédant notamment à une étude détaillée des débouchés éventuels et de l'accès aux marchés, dans le cadre de la ligne de crédit en faveur des PME.



32. Le suivi global du projet s'appuiera sur le cadre logique (appendice V) et les plans de travail et budgets annuels. Le semestre sera la période de référence de base. Le suivi sera orienté vers l'action en vue de faciliter la prise de décisions. Les indicateurs de performance et d'impact seront fixés en commun dès le début de l'exécution du projet. Le suivi comportera différents niveaux, dont le suivi participatif de l'état d'avancement et de la performance par les communautés et les groupes de bénéficiaires (AEC, par exemple) ainsi que des comptes rendus sur la performance matérielle et financière par rapport au plan de travail projeté et aux obstacles rencontrés dans l'exécution par les partenaires. L'atelier d'examen annuel servira à faire la synthèse des incidences de ce bilan sur la conception du projet et les modalités d'exécution. Un organisme indépendant de recherche sociale conduira l'évaluation d'impact.

33. Le projet sera exécuté dans le cadre d'une approche participative flexible. Les détails des diverses composantes seront fixés par les partenaires d'exécution et les communautés choisies. Les ateliers annuels d'examen ont pour vocation d'analyser l'avancement et la performance et d'ajuster la conception pour que les activités du projet correspondent aux besoins des bénéficiaires et à la situation réelle à Gaza et en Cisjordanie.

G. Justification économique⁸

34. Le projet bénéficiera principalement aux femmes des communautés rurales plus reculées et négligées, aux ménages de petits paysans et aux chômeurs des zones rurales. Les ménages villageois bénéficieront à hauteur de 85% environ du financement du projet. Environ 5 000 ménages bénéficieront du relèvement et de l'expansion de l'infrastructure communautaire, et quelque 3 000 femmes adhéreront aux AEC. Il est difficile d'estimer le recours au crédit, mais quelques 500 ménages environ pourraient contracter un emprunt au titre du programme de prêts aux petits paysans, tandis que le développement des PME pourrait offrir un emploi à 200 personnes environ et bénéficier à un grand nombre de petits paysans qui approvisionneraient en produits agricoles les filières de commercialisation et de transformation.

35. L'amélioration de l'infrastructure communautaire se traduira par des avantages concrets et des progrès dans les conditions de vie de nombreux habitants des communautés choisies grâce au rétablissement et à l'expansion des services essentiels. Le rétablissement de la distribution d'eau réduira les risques sanitaires et le fardeau qu'impose aux femmes la collecte de l'eau. La remise en état des centres de santé rendra à nouveau accessibles les services médicaux et la création de nouvelles unités de maternité contribuera à réduire les risques de mortalité maternelle et néonatale, qui ont augmenté à la suite des restrictions imposées par les bouclages aux déplacements vers les hôpitaux des villes voisines pour l'accouchement. La rénovation et l'agrandissement des écoles permettront aux nombreux jeunes dont les études ont été fortement perturbées de poursuivre leur scolarité, aideront les filles et les enseignantes qui ont été les plus touchées par les difficultés et dangers liés aux déplacements vers les écoles situées en dehors de leur lieu de résidence, et permettront aux filles de continuer en plus grand nombre leurs études au village au lieu d'être contraintes par les obstacles culturels de quitter l'école de bonne heure. En outre, la réouverture des jardins d'enfants ou la création de nouveaux établissements donnera aux femmes plus de temps pour entreprendre des activités génératrices de revenus. La réfection des routes et ponts villageois rétablira l'accès aux marchés et autres services. L'exécution des travaux d'infrastructure offrira environ 40 000 journées-personne de travail.

36. Les AEC élargiront l'accès des femmes au crédit et aux autres services de promotion de l'entreprise grâce auxquels elles pourront étendre leurs activités ou créer de nouvelles entreprises pour soutenir l'économie de la famille. L'accès au crédit agricole permettra aux chômeurs de reprendre l'agriculture et aux petits paysans d'élargir leurs activités, d'adopter des techniques améliorées et

⁸ On trouvera de plus amples informations à l'appendice VIII.

d'accroître leurs revenus lorsque les frontières seront rouvertes et là où existent des débouchés évidents. La ligne de crédit spéciale pour les PME permettra de développer en complément les structures de manutention, de transformation et de commercialisation pour faciliter l'accès aux marchés et offrir un débouché aux produits des petits paysans. L'expérimentation et la diffusion d'améliorations techniques bénéficieront aux agriculteurs en améliorant leur productivité et leurs revenus. La formation technique offerte aux agriculteurs et les conseils en promotion de l'entreprise dispensés aux entrepreneurs visent à permettre aux producteurs de maximiser leurs possibilités de gain tout en réduisant les risques.

37. En adhérant à une AEC, les femmes renforcent sensiblement leurs moyens d'action et rehaussent leur statut au sein du ménage et de la communauté. L'accès au crédit leur permet d'augmenter les revenus de la famille, et souvent d'entreprendre de nouvelles activités pour compenser la perte de salaire des hommes contraints au chômage. La femme est alors respectée et jouit d'un nouveau statut au sein de la famille. Grâce à leurs nouvelles compétences gestionnaires, les femmes ont pu prendre l'initiative de mettre sur pied d'autres activités pour faire face à la crise et ont vu ainsi leurs mérites plus largement reconnus au sein de la communauté.

H. Risques

38. Le principal risque lié au projet est celui d'un retard dans l'exécution, spécialement pour la composante infrastructure communautaire, qui serait occasionné par les graves restrictions actuellement imposées à la circulation des personnes et des biens. Ce risque est atténué par le recours, pour l'exécution des activités, aux ONG, qui disposent de structures de proximité et de personnel local qui peut atteindre les communautés et a montré qu'il était capable de s'adapter à la situation. La dégradation de la situation économique risque de ralentir le recours au crédit et de nuire aux remboursements. Ce risque sera atténué par l'évaluation rigoureuse des demandes de prêt qui mettra spécialement l'accent sur l'analyse du marché. On veillera à ce que le crédit réponde véritablement à une demande et à ce que les cultivateurs et entrepreneurs comprennent les obligations liées à l'emprunt et n'y recourent sous l'effet de pressions. La situation économique réduit par ailleurs la capacité d'épargne des femmes, ce qui risque d'amener les AEC à suspendre leurs opérations. Le projet aidera les AEC à trouver une solution, par exemple en abaissant le montant de l'épargne que les membres doivent apporter régulièrement ou en facilitant l'accès des membres à d'autres sources de revenus.

I. Impact sur l'environnement

39. Globalement, le projet ne devrait pas avoir d'impact négatif sur l'environnement dans la zone du projet ou sur la population. La composante infrastructure communautaire a pour vocation de restaurer les bâtiments et structures existantes. Les activités des AEC sont centrées sur le financement d'intrants agricoles. Les ONG participantes sont au courant de tous les produits chimiques périmés et/ou interdits. Elles utiliseront le vaste réseau d'information et de vulgarisation de PARC pour renseigner à ce sujet tous les bénéficiaires, notamment ceux des PME.

J. Aspects novateurs

40. Les deux innovations les plus importantes du projet ont trait au partenariat avec le secteur privé pour la réduction de la pauvreté et au mode d'exécution du projet qui repose exclusivement sur les ONG et les groupes d'agriculteurs. L'introduction formelle des AEC féminines à Gaza et en Cisjordanie est également un aspect novateur.



TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET RECOMMANDATION

41. Compte tenu de ce qui précède, je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE:

- a) Que le Fonds accordera aux fins du Projet de relèvement et de développement à Gaza et en Cisjordanie un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 USD), alloué sur une période de trois ans à raison de 500 000 USD en 2002 et de 1 250 000 USD en 2003 et 2004 respectivement. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président;
- b) Que le Président du FIDA négociera et conclura de tels arrangements de coopération avec ANERA/PARC, l'Autorité palestinienne et telle autre entité appropriée pour le financement, l'exécution et la conduite du projet.

Le Président
Lennart Båge

APPENDIX I

COUNTRY DATA

GAZA AND THE WEST BANK

| | | | |
|--|-----------------------|---|---------|
| Land area (km² thousand) 2000 1/ | n.a. | GNI per capita (USD) 2000 1/ | 1 610 |
| Total population (million) 2000 1/ | 2.9 | GNP per capita growth (annual %) 2000 1/ | 2.6 a/ |
| Population density (people per km²) 2000 1/ | n.a. | Inflation, consumer prices (annual %) 2000 1/ | n.a. |
| Local currency | Jordanian dinar (JOD) | Exchange rate: USD 1 = | JOD 0.7 |
| Social Indicators | | Economic Indicators | |
| Population (average annual population growth rate) 1980-99 2/ | n.a. | GDP (USD million) 2000 1/ | 4 157 |
| Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/ | 41 a/ | Average annual rate of growth of GDP 2/ 1980-90 | n.a. |
| Crude death rate (per thousand people) 2000 1/ | 4 a/ | 1990-99 | 3.7 a/ |
| Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/ | 23 a/ | Sectoral distribution of GDP 2000 1/ | |
| Life expectancy at birth (years) 2000 1/ | 72 a/ | % agriculture | 9 a/ |
| Number of rural poor (million) (approximate) 1/ | n.a. | % industry | 29 a/ |
| Poor as % of total rural population 2/ | n.a. | % manufacturing | 16 a/ |
| Total labour force (million) 2000 1/ | n.a. | % services | 62 a/ |
| Female labour force as % of total 2000 1/ | n.a. | Consumption 2000 1/ | |
| Education | | General government final consumption expenditure (as % of GDP) | 26 a/ |
| School enrolment, primary (% gross) 2000 1/ | n.a. | Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP) | 93 a/ |
| Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2000 1/ | n.a. | Gross domestic savings (as % of GDP) | -19 a/ |
| Nutrition | | Balance of Payments (USD million) | |
| Daily calorie supply per capita, 1997 3/ | n.a. | Merchandise exports 2000 1/ | n.a. |
| Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2000 1/ | n.a. | Merchandise imports 2000 1/ | n.a. |
| Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2000 1/ | n.a. | Balance of merchandise trade | n.a. |
| Health | | Current account balances (USD million) | |
| Health expenditure, total (as % of GDP) 2000 1/ | 8.6 a/ | before official transfers 1999 1/ | n.a. |
| Physicians (per thousand people) 1999 1/ | 0.50 a/ | after official transfers 1999 1/ | n.a. |
| Population using improved water sources (%) 1999 4/ | n.a. | Foreign direct investment, net 1999 1/ | n.a. |
| Population with access to essential drugs (%) 1999 4/ | n.a. | Government Finance | |
| Population using adequate sanitation facilities (%) 1999 4/ | n.a. | Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 1999 1/ | n.a. |
| Agriculture and Food | | Total expenditure (% of GDP) 1999 1/ | n.a. |
| Food imports (% of merchandise imports) 1999 1/ | n.a. | Total external debt (USD million) 1999 1/ | n.a. |
| Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1998 1/ | n.a. | Present value of debt (as % of GNI) 1999 1/ | n.a. |
| Food production index (1989-91=100) 2000 1/ | n.a. | Total debt service (% of exports of goods and services) 1999 1/ | n.a. |
| Cereal yield (kg per ha) 2000 1/ | n.a. | Lending interest rate (%) 2000 1/ | n.a. |
| Land Use | | Deposit interest rate (%) 2000 1/ | n.a. |
| Arable land as % of land area 1998 1/ | n.a. | | |
| Forest area (km ² thousand) 2000 2/ | n.a. | | |
| Forest area as % of total land area 2000 2/ | n.a. | | |
| Irrigated land as % of cropland 1998 1/ | n.a. | | |

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ UNDP, *Human Development Report*, 2001



PREVIOUS IFAD FINANCING

| Project Id | Project Name | Initiating Institution | Cooperating Institution | Lending Terms | Board Approval | Loan Effectiveness | Current Closing Date | Loan/Grant Acronym | Denominated Currency | Approved Loan/Grant Amount | Disbursement (as % of approved amount) |
|------------|---|------------------------|-------------------------|---------------|----------------|--------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|--|
| 1013 | Gaza Strip and Jericho Relief and Development Programme | IFAD | IFAD | G | 03 Dec 93 | 08 Jul 94 | 31 Dec 99 | G - I - 265 - ANERA | USD | 3000000 | 100 |
| 1079 | Participatory Natural Resource Management Programme | IFAD | IFAD | HC | 23 Apr 98 | 01 Feb 00 | 30 Sep 05 | L - I - 476 - PS | SDR | 5800000 | 6 |



RDP-I PERFORMANCE AND IMPACT

Background

1. The Gaza Strip and Jericho Relief and Development Programme (RDP-I) commenced implementation in 1994. The programme was designed to provide assistance to resource-poor households in the agricultural sector in order to help them to overcome pre-existing structural and environmental constraints to development. The multi-component programme encompassed the provision of credit, technical and institutional support, training, and research and extension services. RDP-I was implemented through a variety of different local and international NGOs and cooperatives, and the Arab Bank, under the overall coordination of ANERA.

Programme Components

2. All components were developed with the participation of the communities. The components comprised: (i) an agricultural credit programme implemented in collaboration with a number of agricultural cooperatives under the guidance of ANERA; (ii) credit for fisheries development and fish-marketing infrastructure with a fishermen's cooperative supported by CARE and ANERA; (iii) women's savings and credit for microenterprises supported by CARE; (iv) income-generating activities for women with a credit component aimed at the creation of micro and small women's enterprises implemented by the Italian Association for Women in Development (*Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo* – AIDOS) in close collaboration with PARC; (v) extension and training for women implemented by PARC; (vi) trials on improved varieties of crops with export-market potential implemented by the Ministry of Agriculture (MOA); (vii) biological control research implemented by the Al-Azhar University; and (viii) Ein-el-Sultan irrigation project to increase water-use efficiency by replacing open canals with piped water distribution system and the establishment of a water users' cooperative, supported by ANERA.

Programme Financing

3. IFAD provided a grant of USD 3 million as partial financing of the USD 12.5 million project. Additional funding, equivalent to USD 6.8 million, was mobilized through grants from the Governments of Belgium, Italy and Japan and from the Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD). IFAD's main contribution was to the credit programme through the establishment of a loan guarantee fund covering 75% of the risk, with the Arab Bank bearing the remaining 25%. The Governments of Italy and Japan provided support to the women's centres, while the Government of Belgium is supporting capacity-building for the newly created water users' cooperative and the establishment of a sustainable and participatory irrigation-management system. The IFAD, Italian and Japanese grants have been fully disbursed while the Belgian grant has been extended until 31 December 2003 to allow completion of the ongoing irrigation development activities, which, despite the current security situation in the country, are proceeding reasonably well. AFESD contributed USD 1 million to the loan guarantee account for the credit programmes.

Programme Achievements

4. **Credit programmes.** Under the credit programmes, the Arab Bank provided a total of 1 270 loans (825 for agriculture, 116 for fisheries and 329 for women) for a total amount of USD 5.8 million. The average loan size was around USD 4 600 but women generally receive smaller loans than men (an average loan size of USD 2 800 compared with USD 5 000 for agricultural loans and USD 6 600 for fisheries loans). The vast majority of the medium-term loans for agriculture were for (i) improvement or construction of greenhouses for vegetables; (ii) sheep and goat raising; and (iii) the construction of plastic greenhouses for growing flowers for export. Most of the short-term



APPENDIX III

loans were to provide working capital for planting strawberries under drip irrigation for export. Loans to fishermen were principally used for purchase of engines, fishing gear and maintenance of boats. Loans taken by women were primarily used for livestock rearing (around 70%), agriculture (20%), handicrafts and food processing. Despite the present economic difficulties, high repayment rates have been maintained, with the exception of agricultural loans through the Jericho cooperative, registering 95% for agricultural loans in Gaza (but only 70% in Jericho), 97% for fisheries loans and 92% for women's loans.

5. **Women's income-generating activities.** This activity focused on the provision of a business service centre (BSC) providing women's groups and individual entrepreneurs with counselling, orientation and support services, and training in management, technology and building their self-esteem as entrepreneurs. In addition, through the credit component, the programme supported the establishment of viable and self-sustaining small enterprises. The BSC represents for the Arab Bank the guarantee of women's reliability in terms of skills and abilities in establishing and running an enterprise. Initially one BSC was established in Gaza, but with additional funding provided by the Japanese Government, a second BSC was established in Jericho while additional funding from the Government of Italy enabled a second BSC phase to be supported in Gaza. More than 7 000 women have used the services of the BSCs in Jericho, of which around 3 700 have benefited from entrepreneurship orientation, 800 from skills training related to specific activities, 200 from marketing assistance and around 1 000 from demonstrations. Moreover, around 500 have participated in exchange visits. Some 329 women proceeded to take credit from the Arab Bank totalling USD 928 300.

6. **Women's solidarity group savings and lending programme.** CARE also established 18 women's savings and credit groups with 312 members. The groups saved ILS 140 000 and received funds from CARE totalling USD 45 855. A total of 325 loans were provided to the members for an aggregate loan amount of USD 130 000. Activities financed by the loans included small-livestock rearing (rabbits, pigeons, hens, ducks and goats), small shops, tailoring and hairdressing. The voluntary and continued contribution of each member to the group fund and the high grass-roots participatory element has made the programme sustainable.

7. **Women's extension programme.** PARC established five women's centres in rented premises in marginalized villages in the Jericho area to develop women's technical skills in food processing. The centres also provided courses in sewing, gardening, literacy, food hygiene and food security, environment, health and English for young women. Extension visits were also organized for women. In total 280 women attended these courses on a regular basis, while many other women attended periodically.

8. **Extension Trials.** A number of extension trials were undertaken with a view to reducing production costs, adopting agricultural practices that are environmentally friendly and encouraging farmers to diversify agricultural production with new and out-of-season crops that have better market potential. The crop-diversification programmes involved seedless grapes under plastic; the cultivation of thyme, dates, figs, cherry tomatoes and beans; solar sterilization of soil; and biological control of insects. The programmes were undertaken by the MOA and Al-Azhar University in collaboration with around 100 farmers in Gaza and Jericho, while several hundred farmers attended demonstrations and MOA staff were trained in the new techniques. A positive impact was seen in significant uptake of the technologies, particularly seedless grapes, with the planted area increasing by 40% in Jericho.

9. **Ein-El-Sultan irrigation project.** A major achievement of the project has been the establishment and registration of a water users' cooperative (WUC) to be responsible for the operation, maintenance and management of the irrigation scheme, thereby ensuring that the users take decisions that affect their access to water. The WUC, through a participatory process, has elected its board, appointed a manager and begun to draft its general policy and operational procedures. The

APPENDIX III

project has also changed the mode of allocation of water to the farmers, with the existing time-shared water rights system being replaced by a volumetric system, whereby each farmer has access to water according to actual crop water requirements and a prearranged irrigation schedule.

10. **The IFAD/NGO Extended Cooperation Programme (ECP) grant for women’s savings and credit groups.** The pilot initiative to introduce the concept of self-managed savings and credit groups to Gaza and the West Bank through the ECP grant to PARC has been welcomed by women. Around 70 groups have been formed since 1999. The pace of group formation and the robustness of the groups in maintaining savings and loan repayments during the crisis have demonstrated the relevance of this approach and the value that women place on access to these facilities to help them to cope with the present difficulties. The groups have accumulated savings of around USD 175 000, with an average saving of USD 10 per member per month. A total of USD 150 000 has been disbursed through 337 loans with an average loan size of USD 445. Around 75% of the loans have been for productive purposes covering livestock, crops and services, with the remainder provided to meet consumption and social needs. The repayment rate on loans has been close to 100%, although since the present crisis, a few of the loans have had to be re-scheduled. The interest of women in the concept is such that PARC has significant numbers of women waiting to form groups but lacks the resources to provide the necessary support and training.

Project Beneficiaries

| | Number of Beneficiaries | Recovery Cost |
|--|-------------------------|---------------|
| Credit Programmes | | |
| Agriculture | 825 | 93% |
| Fisheries | 116 | 96% |
| Women’s microenterprises | 329 | 86% |
| Women’s solidarity group savings and lending programme | 312 | 100% |
| Subtotal | 1 582 | |
| Women’s Income-Generating Activities | | |
| BSC – training, demonstrations, exchange visits | 7 000 | |
| Subtotal | 7 000 | |
| Agricultural Extension Programmes | | |
| Women's extension programmes | 280 | |
| Agricultural extension trials | 100 | |
| Subtotal | 380 | |
| Ein-El-Sultan Irrigation Project | | |
| Women’s savings and credit groups | 337 | |
| Grand total | 9 819 | |



APPENDIX IV

PROJECT TARGETING

| Project Component/Target Group | Project Beneficiaries | | |
|---|--|---|---|
| | Non Bankable (Very Poor) | Potentially Bankable (Poor) | Bankable (Relatively Poor) |
| Savings and Credit Associations | Landless, assetless and women-headed households will have access to working capital and eventually medium-term credit. | No access is foreseen. | No access is foreseen. |
| Physical and Social Infrastructure | All village communities will have access to physical and social infrastructure. Communities are expected to contribute cash, local materials, transport services or labour. Construction will be through labour-intensive techniques. Priority will be given to very poor villages and infrastructure that benefits women. | They are expected to contribute significantly more. | They are expected to contribute significantly more. |
| Small and Medium Enterprises | Landless and assetless could have access to employment opportunities through activities requiring new labour input | No access is envisaged unless training and technical assistance are provided. | Working capital and investment funds will be provided. |
| Agricultural Credit | Landless and assetless could have access to employment opportunities through activities requiring new labour input. | Medium-term lending for crop production and livestock. | Medium term lending for crop production and livestock. |
| Capacity-Building | Training and institutional development are envisaged for savings and credit associations and women's centres. | Business advice, training and support will be provided by the Arab Bank, the Ministry of Agriculture and other appropriate bodies or organizations. | Business advice, training and support will be provided by the Arab Bank, Ministry of Agriculture and other appropriate bodies or organizations. |

LOGICAL FRAMEWORK

| Narrative Summary | Verifiable Indicators | Means of Verification | Assumptions/Risks |
|---|--|--|--|
| Development Goal | | | |
| Living conditions and livelihood opportunities of rural communities are improved | <ul style="list-style-type: none"> • Reduction in hardships faced by communities through lack of access to essential services • Household incomes increased and new income-earning opportunities taken up | <ul style="list-style-type: none"> • Baseline data • Impact assessment survey • Participatory monitoring and evaluation | <ul style="list-style-type: none"> • Political situation does not deteriorate further and ideally improves allowing for revival of economic opportunities for Palestinian communities |
| Project Objective | | | |
| Contribute towards meeting the immediate needs of the rural people while contributing to longer-term development by: <ul style="list-style-type: none"> • Restoring access to key essential services • Promoting opportunities for the target group to access resources to improve their income-earning opportunities | <ul style="list-style-type: none"> • X 000 households benefit from access to better and more accessible social and physical infrastructure • X 000 households benefit from access to financial services and complementary capacity-building support | <ul style="list-style-type: none"> • Project management information system (MIS) | <ul style="list-style-type: none"> • Restrictions on movements of goods and people and other bureaucratic processes do not impose insuperable barriers to the rehabilitation of infrastructure • Localized market opportunities provide sufficient economic momentum in the short term • Eventual easing of restrictions improves market access providing the base for stable economic-development opportunities in the long term |
| Outputs | | | |
| Community Infrastructure <ul style="list-style-type: none"> • Access to social and physical community-infrastructure facilities is restored through rehabilitation and expansion of village-based facilities | <ul style="list-style-type: none"> • No. of communities reached • No. and type of community infrastructure microprojects implemented • Extent and modality of community contribution • Performance and effectiveness of maintenance arrangements | <ul style="list-style-type: none"> • Implementing-partner progress reports • Project MIS | <ul style="list-style-type: none"> • Ways of coping with the closures can be found • Communities are able to mobilize required community contribution |

LOGICAL FRAMEWORK - continued

| Narrative Summary | Verifiable Indicators | Means of Verification | Assumptions/Risks |
|--|--|--|---|
| <p>Women's Livelihood Support</p> <ul style="list-style-type: none"> Enhanced ability of women and their families to engage in income-generating activities through improved access of women to financial services Enhanced managerial capacity of women and increased skills and abilities for management of daily life | <ul style="list-style-type: none"> No. of SCAs strengthened and formed No. of members Amounts of savings No. and amount of loans provided to members by size and purpose No. of SCAs receiving equity grant and amount No. of SCAs accessing bank credit and amount Repayment rates on loans at SCA level and to bank No. of women trained No. of activities organized at women's centres | <ul style="list-style-type: none"> SCA records PARC MIS | <ul style="list-style-type: none"> Economic conditions enable women to save Economic conditions enable women to implement income-generating activities successfully and to repay loans SCAs are able to create confidence and build solid reputation through track record to be able to access credit from banks |
| <p>Agricultural Development</p> <ul style="list-style-type: none"> Increased incomes for small farmers through adoption of improved technology Expansion in agribusiness enterprises that have strong linkages with small farmers Increased availability of tested improved technologies to farmers for crops and livestock production | <ul style="list-style-type: none"> No. and amount of loans disbursed under small agricultural loans programme, by purpose Repayment rates, by purpose No. and amount of loans provided to SMEs, by purpose Repayment rates of SMEs, by purpose No. of farmers receiving training No. of entrepreneurs receiving business support No. and type of technology-upgradation programmes implemented | <ul style="list-style-type: none"> MIS of Arab Bank and other participating financial institutions Project MIS | <ul style="list-style-type: none"> Economic conditions enable debts assumed by borrowers to be effectively serviced Economic prospects recover to restore bankers' confidence in lending for agriculture Sound opportunities emerge to support the development of SMEs Entrepreneurs and investors are available and willing to invest in SME development |



LOGICAL FRAMEWORK - continued

| Narrative Summary | Verifiable Indicators | Means of Verification | Assumptions/Risks |
|---|---|---|--|
| <p>Project Management</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effective management of implementation of project interventions | <ul style="list-style-type: none"> • Effective partnerships developed with implementing partners • AWP/Bs are prepared on time • Annual review workshops are held • Monitoring and progress reports are prepared on time | <ul style="list-style-type: none"> • Project reports • Supervision mission reports • Mid-term review | <ul style="list-style-type: none"> • Harmonious working relationships are established among the implementing partners • Committed and competent staff are found at the local level to support decentralized management of project activities • Probity and transparency of operations |
| Activities | | | |
| <p>Community Infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> • NGO contracted to manage programme • Conduct of needs assessment with communities • Selection of contractors through competitive bidding for implementation of larger works • Community assisted to directly implement small works | <ul style="list-style-type: none"> • No. of contracts awarded to contractors • No. of schemes implemented by communities | <ul style="list-style-type: none"> • Project MIS • Semi-annual progress reports | <ul style="list-style-type: none"> • Community support forthcoming and communities willing to participate in implementation |
| <p>Women's Livelihood Support</p> <ul style="list-style-type: none"> • NGO contracted to manage programme • Establishment of new SCAs • Training of existing/new SCAs • Provision of interest-free loans to SCAs • Provision of loans to SCAs • Training for management of extra-curricular activities | <ul style="list-style-type: none"> • No. of existing and new SCAs • No. of training courses • No. of field workers and head office staff • Disbursement of interest-free loans • No. of loans to SCAs from banks • No. of training programmes | <ul style="list-style-type: none"> • Project MIS • Semi-annual progress reports | <ul style="list-style-type: none"> • Women are able to mobilize resources for savings to support the establishment of new SCAs • Sound business opportunities emerge • Committed women with drive and initiative come forward to develop imaginative extra-curricular programmes for young people |



QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

| Objectives | | | Instruments | | | Incremental Benefits | | | | | |
|--|-------------|--------------|---|-------------|-----|--|--|-------|-----------------------------|--|--|
| <p>1. The project goal is to improve the living conditions and livelihood opportunities of rural communities by meeting their immediate needs and contributing to their longer-term development.</p> <p>2. Subsidiary objectives are to:</p> <p style="margin-left: 20px;">(a) restore access to key essential services;</p> <p style="margin-left: 20px;">(b) provide employment to meet immediate income needs; and</p> <p style="margin-left: 20px;">(c) assist the target group in accessing the necessary resources (financial, technical, managerial) to improve their income-earning opportunities.</p> | | | <p>The main instruments to be used in the implementation of the listed components are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • restore and expand essential local social and economic infrastructure • provide women with access to credit and business-development services • build women's managerial capacity • expand the provision of credit to small farmers, fishermen and their wives, and other rural activities • support development of SMEs particularly in handling and processing of agricultural products through credit and business services • improve technology available to farmers for crops and livestock | | | <p>Incremental benefits at full development</p> <p>Incremental return to labour (USD/day)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dairy cows 87 • Beef fattening 99 • Sheep fattening 26 • Sheep/goats 52 • Beekeeping 60 <p>Project beneficiaries</p> <ul style="list-style-type: none"> • Community infrastructure 5 000 • SCAs 3 000 • Agricultural credit/SMEs 700 | | | | | |
| PROJECT COSTS | | | FINANCING | | | BENEFICIARIES | | | ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS | | |
| Components | USD million | % Base costs | | USD million | % | | Project cost per household (USD/household) | | | | |
| A. Community infrastructure | 3.04 | 31 | IFAD | 2.95 | 30 | Project activities will be targeted to benefit around 8 700 households. Women will have access to credit, business-development services, training, and essential social and economic infrastructure | • Project as a whole | 1 150 | | | |
| B. Women's Livelihood Support | 2.96 | 30 | AAAID | 0.50 | 5 | | • Community infrastructure | 608 | | | |
| C. Agricultural Development | 2.41 | 25 | Other donors | 4.64 | 46 | | • SCAs | 986 | | | |
| D. Development Initiatives Fund | 0.40 | 4 | Beneficiaries | 1.53 | 15 | | • Agricultural development | 3 440 | | | |
| E. Project Management | 0.91 | 9 | RDP-I Credit | 0.40 | 4 | | | | | | |
| F. Contingencies | 0.31 | 3 | Risk Fund | | | | | | | | |
| Total | 10.03 | 103 | Total | 10.03 | 100 | | | | | | |



SUMMARY COST AND FINANCING TABLES

Table 1: Expenditure Accounts by Financiers

| | IFAD | | AAID | | Other donors | | Beneficiaries | | RDP-I Credit Risk Fund | | Total | | For. Exch. | (Excl. Taxes) | Duties & Taxes |
|--|---------|-------|--------|------|--------------|-------|---------------|-------|------------------------|-------|----------|-------|------------|---------------|----------------|
| | Amount | % | Amount | % | Amount | % | Amount | % | Amount | % | Amount | % | | | |
| I. Investment Costs | | | | | | | | | | | | | | | |
| A. Equipment and Materials | 61.9 | 40.0 | - | - | 92.8 | 60.0 | - | - | - | - | 154.7 | 1.5 | 123.8 | 30.9 | - |
| B. Community Infrastructure Fund | 1 130.6 | 40.0 | - | - | 1 130.6 | 40.0 | 565.3 | 20.0 | - | - | 2 826.5 | 28.2 | 1 413.2 | 1 413.2 | - |
| C. Contractual Services | 224.1 | 40.0 | - | - | 336.2 | 60.0 | - | - | - | - | 560.3 | 5.6 | 224.1 | 336.2 | - |
| D. Training | | | | | | | | | | | | | | | |
| Beneficiary training | 220.4 | 40.0 | - | - | 330.6 | 60.0 | - | - | - | - | 551.1 | 5.5 | 55.1 | 495.9 | - |
| Staff training | 105.3 | 40.0 | - | - | 157.9 | 60.0 | - | - | - | - | 263.2 | 2.6 | 26.3 | 236.9 | - |
| E. Credit Funds/Loan Guarantee Fund | | | | | | | | | | | | | | | |
| Small and Medium Enterprises | - | - | 500.0 | 25.0 | 1 500.0 | 75.0 | - | - | - | - | 2 000.0 | 19.9 | 1 400.0 | 600.0 | - |
| Savings and Credit Associations | - | - | - | - | - | - | - | - | 400.0 | 100.0 | 400.0 | 4.0 | 160.0 | 240.0 | - |
| F. SCA's Equity | | | | | | | | | | | | | | | |
| Members savings | - | - | - | - | - | - | 887.2 | 100.0 | - | - | 887.2 | 8.8 | - | 887.2 | - |
| Equity assistance | 513.9 | 100.0 | - | - | - | - | - | - | - | - | 513.9 | 5.1 | - | 513.9 | - |
| G. Development Initiatives Fund | - | - | - | - | 400.0 | 100.0 | - | - | - | - | 400.0 | 4.0 | 200.0 | 200.0 | - |
| Total Investment Costs | 2 256.1 | 26.4 | 500.0 | 6.0 | 3 948.1 | 46.0 | 1 452.5 | 17.0 | 400.0 | 4.7 | 8 556.8 | 85.3 | 3 602.5 | 4 954.2 | - |
| II. Recurrent Costs | | | | | | | | | | | | | | | |
| A. NGO management | 696.9 | 50.0 | - | - | 696.9 | 50.0 | - | - | - | - | 1 393.8 | 13.9 | 418.1 | 975.6 | - |
| B. Infrastructure O&M | - | - | - | - | - | - | 76.5 | 100.0 | - | - | 76.5 | 0.8 | 38.3 | 38.3 | - |
| Total Recurrent Costs | 696.9 | 47.4 | - | - | 696.9 | 47.4 | 76.5 | 5.2 | - | - | 1 470.3 | 14.7 | 456.4 | 1 013.9 | - |
| Total Disbursement | 2 953.0 | 29.5 | 500.0 | 5.0 | 4 645.0 | 46.0 | 1 529.0 | 15.2 | 400.0 | 4.0 | 10 027.1 | 100.0 | 4 058.9 | 5 968.1 | - |

Table 2: Project Cost Summary by Component

| | (ILS '000) | | | (USD '000) | | | % Foreign Exchange | % Total Base Costs |
|---------------------------------|------------|----------|----------|------------|---------|----------|--------------------|--------------------|
| | Local | Foreign | Total | Local | Foreign | Total | | |
| 1. Community Infrastructure | 7 560.0 | 7 041.6 | 14 601.6 | 1 575.0 | 1 467.0 | 3 042.0 | 48 | 31 |
| 2. Women's Livelihood Support | 11 975.2 | 2 227.0 | 14 202.2 | 2 494.8 | 464.0 | 2 958.8 | 16 | 30 |
| 3. Agricultural Development | 4 060.8 | 7 507.2 | 11 568.0 | 846.0 | 1 564.0 | 2 410.0 | 65 | 25 |
| 4. Development Initiatives Fund | 960.0 | 960.0 | 1 920.0 | 200.0 | 200.0 | 400.0 | 50 | 4 |
| 5. Project Management | 3 059.3 | 1 311.1 | 4 370.5 | 637.4 | 273.2 | 910.5 | 30 | 9 |
| Total baseline costs | 27 615.4 | 19 047.0 | 46 662.3 | 5 753.2 | 3 968.1 | 9 721.3 | 41 | 100 |
| Physical Contingencies | 162.2 | 18.0 | 180.2 | 33.8 | 3.8 | 37.6 | 10 | - |
| Price Contingencies | 2 741.2 | 1 318.1 | 4 059.4 | 181.1 | 87.1 | 268.2 | 32 | 3 |
| Total project costs | 30 518.8 | 20 383.1 | 50 901.9 | 5 968.1 | 4 058.9 | 10 027.1 | 40 | 103 |



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Proposed Organization Structure for RDP-II

1. The organization structure for RDP-II (see Figures 1 and 2) will build on the procedures successfully established under RDP-I. Implementation of the various components and activities will be undertaken by ANERA and PARC as the main implementing partners, in collaboration with the Arab Bank. ANERA will also be responsible for overseeing and coordinating overall project implementation. Payments to implementing partners will be on a percentage fee basis related to the cost of project activities being implemented. In drawing up the agreements, implementing partners will be required to provide supporting information on staff and other costs related to the implementation of project activities.

2. **American Near East Refugee Aid.** ANERA, established in 1968 as a non-profit, charitable organization concerned with reducing poverty in the Middle East, particularly in the Occupied Territories, has over three decades of experience in the implementation of development and humanitarian programmes in Gaza and the West Bank. Its core activities cover a wide range of sectors including income-generation, promotion of water-use efficiency and modern irrigation techniques, agricultural credit and marketing, provision of market infrastructure and slaughterhouses, light-industry development, provision of education and health infrastructure and sanitation; support for women's services; and establishment of revolving loan funds. It also has major programmes for developing community services through the provision of infrastructure. ANERA works in collaboration with a wide range of local partners including municipalities and village councils, cooperatives, community-based organizations and charitable organizations for the direct implementation of programmes with a strong complementary focus on capacity-building for partner organizations.

3. **Palestinian Agricultural Relief Committees.** PARC, established in 1983 as a non-profit organization, has for many years played a pioneering role in providing development services in the agricultural sector and rural areas. PARC's main areas of operation include carrying out agricultural extension activities to improve agricultural practices such as water-use practices, developing the skills of rural women to enhance their role in society, building the capacity of local civil-society organizations and fostering the spirit of volunteerism, and conducting training and research. Since the *intifada*, PARC has raised additional resources to implement emergency projects focusing on income-generation and job creation. Projects have concentrated on maintaining and developing agricultural resources (i.e. agricultural road construction, retaining-wall construction, rehabilitation of cisterns and wells), with a particular emphasis on water. Additionally, PARC is promoting the household economy by supporting backyard gardens to provide a sustainable food source and also to increase households' potential to earn extra income. PARC places a major emphasis on activities benefiting women, including the promotion of women's clubs, women's business centres and SCAs. PARC's decentralized management structure with ten regional field offices in Gaza and the West Bank has been a key factor in facilitating the implementation of its programmes during the closures. PARC has 130 staff members and 6 467 volunteers. It has worked in collaboration with a large number of international donors. PARC was one of the principal implementing partners for RDP-I and in addition received assistance under the ECP grant programme for the establishment of SCAs.

4. **Agreements.** A protocol agreement will be signed between IFAD and the Palestinian Authority outlining the project design and implementation arrangements agreed with the partner organizations. A cooperation agreement will be signed between IFAD and ANERA and PARC outlining their responsibilities with regard to the implementation of the various components. Under this agreement, ANERA will remain the single interface with IFAD and will be responsible for overall coordination of all project activities. ANERA will enter into agreements with other implementing partners such as the Arab Bank and potentially other financial institutions. However, in



APPENDIX VIII

relation to the implementation of the components for which it has overall responsibility, PARC will be responsible for entering into subsidiary agreements with any organization required to assist it in implementation of its components.

5. A **project steering committee** (PSC) will be established specifically for RDP-II. The PSC will be composed of representatives of IFAD, the Ministry of Agriculture (representing the Palestinian Authority), ANERA, PARC, the Arab Bank and other partner implementing organizations that the PSC may decide to invite to enrich its performance. The PSC will be chaired by the Minister for Agriculture (or his or her delegate), who will be expected to convene a meeting of the full committee at least once a year.

6. The main responsibilities of the PSC will be to:

- (a) provide strategic and policy guidance for the design and implementation of project activities;
- (b) approve the proposed AWP/B for the implementation of each project component submitted by the implementing agency;
- (c) review project progress and performance;
- (d) ensure effective cooperation among the project's co-implementing partners; and
- (e) resolve any implementation issues that might arise.

7. **Joint management committee.** The PSC will delegate ongoing coordination of project activities to a joint management committee consisting of senior ANERA and PARC representatives, chaired by ANERA and scheduled to meet on a monthly basis.

B. Project Coordination Arrangements

8. ANERA will be responsible for coordinating the overall implementation of the project and specifically for:

- (a) planning and coordinating through the preparation of a consolidated AWP/B in collaboration with all the implementing partners;
- (b) managing funds, including receipt of donor funds and disbursement to the various implementing partners;
- (c) maintaining consolidated accounts for all project funds and financial reporting;
- (d) ensuring that the accounts are audited by an independent auditor acceptable to IFAD;
- (e) monitoring project activities and submitting consolidated monitoring and progress reports to the PSC, IFAD and other donors;
- (f) arranging for periodic independent evaluation and impact assessment of project activities;
- (g) liaising with IFAD on all matters concerning the project.

9. ANERA will carry out these activities drawing on the resources of its existing staff in various disciplines on a part-time basis, with the exception of the appointment of a full-time project manager.



APPENDIX VIII

C. Component Implementation Arrangements

10. The project will be implemented over a period of three years, from October 2002 through September 2005. Assignment of responsibility for implementation of the components between the principal implementing partners (ANERA and PARC) will be agreed upon at the outset based on the strengths of the respective organizations, as reflected in the cooperation agreement and decided on an annual basis in relation to the agreed AWP/B. The following indicative division of responsibilities is envisaged:

- (a) The community infrastructure component will be implemented by ANERA.
- (b) The women's livelihood support component will be implemented by PARC

11. Promotion of agricultural development will involve a number of partners including the Arab Bank (and other interested financial institutions) through its established agricultural credit unit, with additional inputs for technology upgrading and farmer training implemented by the Ministry of Agriculture. The provision of business development services such as assistance to entrepreneurs in the preparation of feasibility studies, the development of business plans, and training in entrepreneurship development will be contracted to a specialist private-sector organization.

D. Monitoring, Evaluation, Reporting and Supervision

Monitoring

12. Monitoring of the physical and financial progress of the project will be one of the major roles of the project manager. The ANERA planning, monitoring and evaluation system thus incorporates three interrelated segments: a planning phase; a monitoring phase; and an evaluation phase. ANERA has developed an internal management information system (MIS) to follow up on the implementation of various activities in respect to input and output both quantitatively and qualitatively.

13. The monitoring/tracking phase involves several components: field trips for gathering data on ongoing activities, checking their compliance with procedures, and assuring that the expected impact is likely to be realized; and submission of regular progress reports by the implementing partners. The MIS will document achievements against targeted outputs, and analyse and report on implementation issues and procedures. This will enable ANERA to identify implementation problems that need to be addressed and to take appropriate action.

Evaluation

14. The evaluation phase will focus on assessing project outcomes in terms of the socio-economic impact on the beneficiaries. A set of impact indicators to be used will be selected through a collaborative process with the implementing partners and beneficiaries in the early stages of project implementation. Indicative impact indicators are listed in each component annex.

15. In order to establish the baseline scenario, the implementing partners, through their participatory assessment processes with communities, will be responsible for documenting the situation of benefiting households and communities prior to project implementation on a sample basis. The implementing partners will also establish participatory monitoring and evaluation methodologies to be undertaken by the beneficiaries, e.g. community advisory committees for community infrastructure, and SCAs to encourage them to assess their own progress and performance and the impact of project interventions on their lives and livelihoods. This information will provide useful feedback for the project's review and planning processes.



APPENDIX VIII

16. To strengthen its methodology for evaluation further, ANERA will engage specialized independent agencies to evaluate the impact on beneficiaries at the end of the project and to measure the achievements of both specific components and the overall project.

Reporting

17. ANERA will provide the PSC, IFAD, other donors and the Palestinian Authority with semi-annual progress reports on project implementation. These will be submitted within one month of the end of the period to which they relate. ANERA will also prepare and submit other project-related reports and information that IFAD may reasonably request. Reporting formats at all levels will be compiled specifically for the project.

18. A **mid-term review** will be carried out jointly by IFAD and other donors at the end of the first project year (PY). The main focus will be to evaluate progress, assess the appropriateness of project activities to the needs of the people and consider any necessary modifications in project design or implementation modalities.

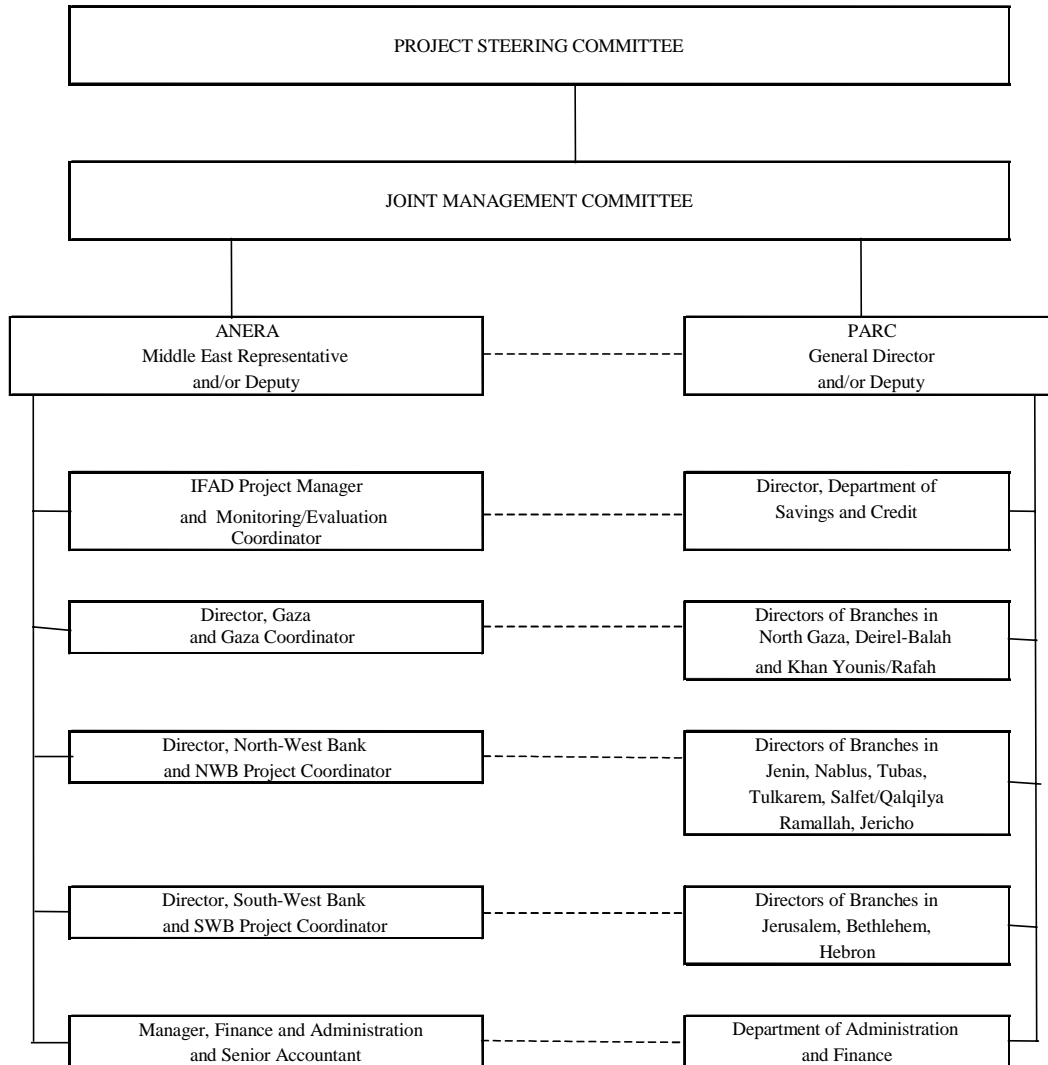
Supervision

19. The project will be directly supervised by IFAD. Missions will be made at six-monthly intervals. Mission responsibilities will include examination of the operation of the special account and the overall implementation status of the project in relation to its stated objectives from technical, financial and administrative perspectives. Supervision missions will attempt to resolve any problems that might arise during the course of implementation. Supervision reports will be made available to cofinanciers and ANERA within three weeks of supervision missions so that any follow-up actions can be promptly taken.



APPENDIX VIII

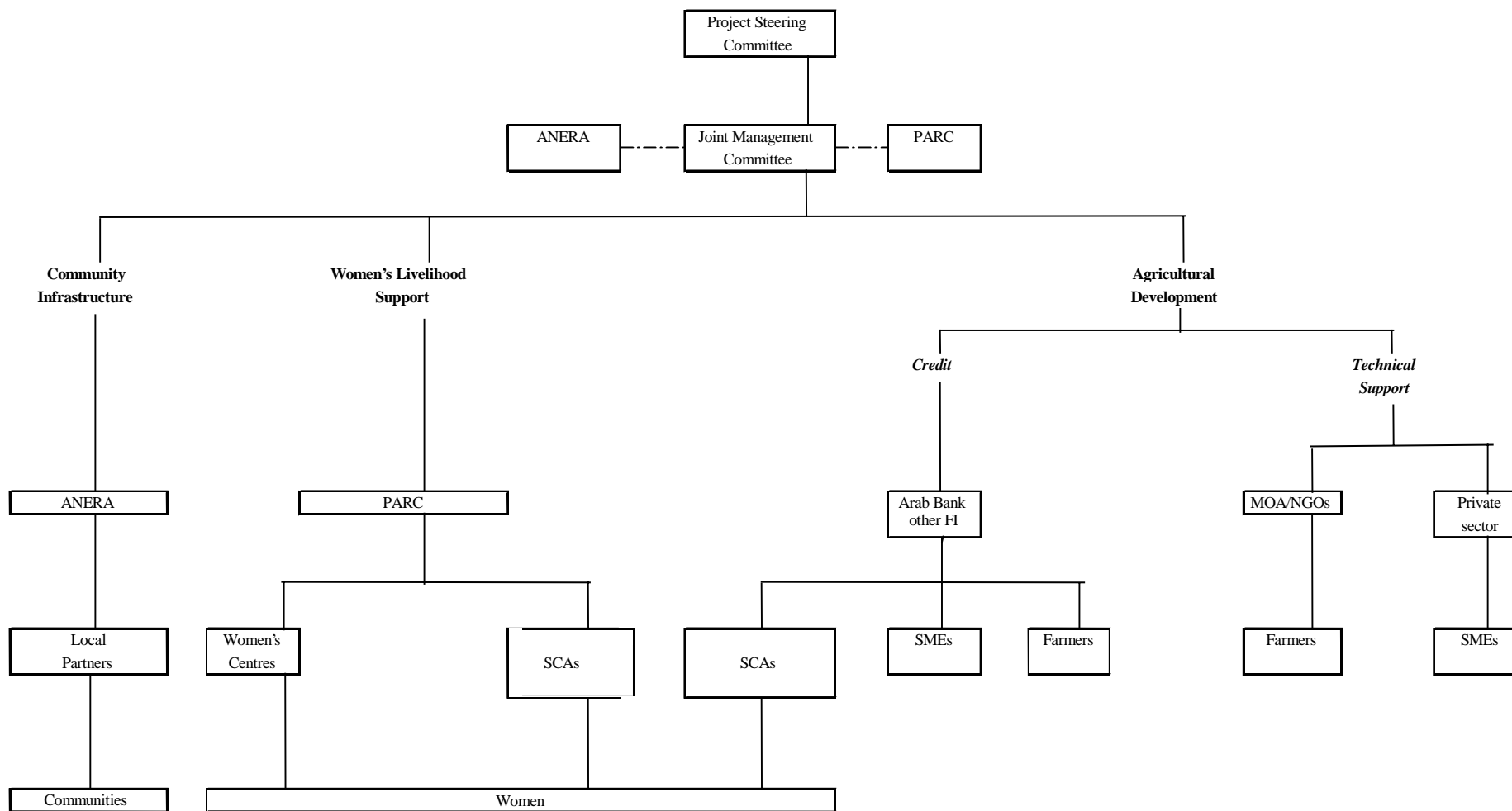
Figure 1: Project Management Structure



- Notes:
- (a) The Project Steering Committee includes representatives of the Ministry of Agriculture (as Chair), ANERA, PARC, the Arab Bank and IFAD. It will meet at least once a year, generally when an IFAD representative can be present.
 - (b) The joint management committee consisting of senior PARC and ANERA representatives will meet monthly, generally in Jerusalem.
 - (c) The designated ANERA and PARC staff will be in touch frequently in order to coordinate preparation of meetings, reports and visits to the project area.
 - (d) Designated project personnel of both ANERA and PARC will meet frequently in accessible locations bearing in mind the obstacles to travel between Gaza and the West Bank and Jerusalem

Key: ——— Control
----- Coordination

Figure 2: Project Organization



Note: FI= Financial Institutions



FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

I. FINANCIAL ANALYSIS

1. The objective of the financial analysis is to assess the financial viability and attractiveness of the project's investment activities. Since credit will be demand-driven and the present uncertain investment climate makes it difficult to predict the nature and pace of credit uptake, the financial analysis has been limited to evaluating the viability of individual household-level activities for which it is anticipated that credit will be requested under the agriculture for small farmers and the small and medium enterprises (SME) credit lines.
2. It is anticipated that in the present circumstances of tight closures, the demand for credit from small farmers will focus on small-scale traditional activities that meet the immediate food needs of the local community, with a heavy emphasis on livestock production activities. Financial models have accordingly been prepared for a small unit of dairy cows, for beef and sheep fattening and for rearing of a small flock of sheep or goats. This reflects the fact that Gaza and the West Bank are in deficit for most livestock products, with significant imports from Israel, so that even the confines of the local market can provide an opportunity for import substitution. This opportunity is enhanced by the desire of many Palestinians to boycott Israeli products and buy local products if they can.
3. The crop budgets presented for the cultivation of vegetables, using tomatoes as the representative crop, reflect the improvements in technology involving more-intensive production systems in greenhouses and plastic tunnels, which represent the comparative advantage for Palestinian agriculture when better access to markets can be achieved.
4. The focus of SME development is expected to be on filling critical gaps in the marketing chain, which further reduce the ability of Palestinian products to reach internal and external markets. The needed activities will include: milk-collection centres to allow local milk producers to supply local milk-processing plants, thereby enabling them to source their supplies from Gaza and the West Bank instead of from Israel; olive oil processing; and fruits and vegetables grading, packing and processing (e.g. drying). The establishment of small village processing plants could help reduce crop wastage and loss of income to households due to the inability under present circumstances to get the produce to market in neighbouring towns as a result of the closures.
5. Information on the farming systems in the project area is reflected in the key parameters used to develop the illustrative crop budgets and livestock enterprise models. These reflect the production characteristics and potentials in the project area. The main indicators for assessing the financial results are the incremental income after completion of debt servicing and returns to family labour. The opportunity cost of labour as a reference point is taken to be the prevailing wage rate for unskilled labour, which is USD 18-20 per day. The financial results are summarized in Table 1.

APPENDIX IX

Table 1: Financial Results

| | Investment cost (USD) | Net income (USD) | Return per labour day (USD) |
|------------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| Tomatoes | | | |
| - greenhouse | 10 260 | 2 248 | |
| - plastic tunnel | 7 000 | 814 | |
| - open field | 1 000 | 316 | |
| Dairy cows (3 cows) | 7 319 | 6 275 | 87 |
| Beef fattening (10 heads) | 6 441 | 3 965 | 99 |
| Sheep fattening | 2 500 | 660 | 26 |
| Sheep/goat rearing (15 head) | 5 650 | 2 580 | 52 |
| Beekeeping (20 hives) | 5 750 | 5 300 | 60 |
| Milk-collection centre | 200 000 | 64 000 | |

6. These results show that net incomes are attractive and that the return per labour day is in most cases far higher than the average daily wage.

II. IMPACT ASSESSMENT

7. Given the uncertainty of the future facing Gaza and the West Bank, the project design incorporates the flexibility to move funds between components in response to the situation on the ground, so that the activities supported are those that can contribute most to the prevailing situation, be it relief to meet immediate needs or development activities to serve longer-term needs. In this context, it is not appropriate to attempt a conventional economic analysis. Thus the overall analysis of project benefits is based on an assessment of the impact of the various activities at the household level and to the overall development of Gaza and the West Bank.

A. Community Infrastructure

8. Investment in community infrastructure will bring tangible benefits that, although difficult to quantify, will make life more tolerable and improve access to services that are fundamental for a decent life. Investment in essential services such as water supply ensures that the most basic need for access to clean water is met and thereby contributes to maintaining health and reducing the increased risk of disease resulting from inadequate supplies of unsafe water. It also reduces the additional burden placed on women by having to collect water from distant sources.

9. The rehabilitation of health clinics makes improved levels of health services readily accessible to the population with positive benefits for the general health of the population; avoids difficult and dangerous journeys to reach alternative health facilities in nearby towns; and in particular assists the chronic sick who otherwise face great difficulties in obtaining the regular treatments that they require. The addition of maternity units at village health clinics providing facilities for safe delivery close at hand reduces the difficulties that women are presently facing, which have increased the risk of maternal mortality. Women are, for example, giving birth or aborting at checkpoints as they attempt to move from villages to the nearest hospitals in the cities or towns, or they are resorting increasingly to home deliveries without expert attention.

10. Renovation of schools and expansion of school facilities to accommodate higher-level classes within the local situation will help to reinstate education for many students whose education has been severely disrupted by the present crisis with potential long-term consequences for their future employment opportunities. Improvements in school facilities will bring particular benefits to girl

APPENDIX IX

students and woman teachers who have been most affected by the tight closures and dangers involved in travelling to schools outside of their home villages, resulting in a high percentage of dropouts among girl students. The focus of the project on the provision of additional facilities for girls' education also addresses the underlying cultural issues that are responsible for girls' dropping out of the education process when they have to travel to a different village for higher-level education. This could be expected to have an impact on delaying the age of marriage and reducing fertility rates as there is an established correlation between the education levels of mothers and their fertility rate.

11. Rehabilitation of village access roads and bridges will help to restore access to markets and to other services in the nearby towns. Since in the current crisis marketing of produce is increasingly being undertaken by women, the restoration of improved linkages will reduce the difficulties that they face in reaching markets.

12. Provision of kindergartens will assist women who have become increasingly involved in income-generation, giving them greater freedom to pursue their activities while knowing that their children are safe and cared for. In addition, the children will benefit from educational stimulation and companionship to help counteract the trauma and psychological disturbance caused by the present crisis.

13. Implementation of the community infrastructure component will generate some 40 000 person days of labour and will pump around USD 1 million into the local economy over three years through the payment of wages.

B. Women's Livelihood Support

14. **Savings and credit associations.** Based on the experience to date, the establishment of SCAs makes a significant contribution towards stabilizing and strengthening the financial situation of women in the rural areas. Women generally have little access to financial resources due to lack of mobility, cultural inhibitions and lack of assets in their hands to serve as collateral. They therefore find it difficult to start or expand new businesses. The SCAs play an important role in overcoming these constraints. As households, in response to the present economic circumstances, have sought to find new or increasing sources of income, society has accepted an increased role of women, and the SCAs have had a marked impact in providing women with access to credit to help them to launch new activities to support the household economy. Through involvement in the SCAs, the management capacity of women has increased, and this has enhanced their ability to manage other activities in response to the crisis. The SCAs have also contributed significantly to women's empowerment and, in particular, have achieved some change in the status of women within the family, with husbands allowing their wives greater freedom and mobility. Through their membership in the SCAs, women have also played a leading role in defusing potential conflict situations and, in particular, in taking an active part in trying to prevent children from being drawn into the conflict by supporting activities to occupy children and keep them off the streets.

C. Agricultural Development

15. **Credit for small farmers and non-farm enterprises.** Where clear linkage with market potential can be achieved, access to credit will enable small farmers to adopt improved technology, which will increase household incomes. The adoption of more-efficient technologies with regard to water use, such as drip irrigation, will bring wider economic benefits by making additional water available for agricultural development. This is particularly significant as population pressures on the limited water supply made available to Gaza and the West Bank threaten to reduce the water available for agriculture, which is by far the largest user at present.



APPENDIX IX

16. **Small and medium enterprise development.** Access to credit for the development of SMEs can contribute to providing handling, processing and storage facilities, which currently represent a critical gap in the agricultural chain and a further constraint on access to markets. By expanding marketing horizons, this investment offers opportunities to small farmers to initiate or expand viable primary production activities.

17. **Support to farmers and entrepreneurs.** Providing sound business advice to entrepreneurs in their initial decision-making and in the subsequent management of their businesses, provides greater assurance of the soundness of the activity and reduces the risk of failure and the implications for the wider group of suppliers. Similarly, ensuring that farmers fully understand the new technologies that they are taking up with the support of access to credit increases the potential for a successful outcome.

18. **Support for technology upgradation.** Testing and dissemination of technology improvements related to crop and livestock production will increase the productivity and incomes of farmers. The provision of improved Awassi rams on a larger scale will bring significant benefits to farmers as milk production from improved breeds is four to five litres/day compared with one litre per day from a local Awassi sheep.

